

**CENTRE DE DOCUMENTATION
SUR LES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES**

4 rue Zalekosta - Athènes

OU EN EST L'EUROPE D'AUJOURD'HUI ?

**Discours de Monsieur le Ministre Jean REY,
Membre de la Commission de la Communauté Economique
Européenne, lors de la cérémonie d'ouverture
du Séminaire interuniversitaire sur
"La Communauté Européenne et la Grèce"**

A T H E N E S

17 mai 1965

Messieurs les Ambassadeurs, Monsieur le Vice-Président du Conseil - Ministre de la coordination, Messieurs les Membres du Parlement, Messieurs les Professeurs de l'Université, Mesdemoiselles et Messieurs les étudiants, Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs.

Me voici une fois de plus à Athènes et comme chaque fois ébloui, non seulement par la beauté extraordinaire de votre pays et de votre ville, mais par la chaleur si amicale de l'accueil qu'on y reçoit.

La première fois que je suis venu ici pour une négociation, c'était en 1959. J'étais venu avec le Président de notre Commission, le Professeur HALLSTEIN, et mon collègue Mr. MARJOLIN. J'y suis venu aussi en janvier 1961, alors que la négociation avait besoin d'une confrontation plus active. Nous sommes revenus ici pour la grandiose cérémonie, dans votre Parlement, de la signature du traité d'Athènes. Comme lors de mes précédentes visites, je suis extrêmement touché par l'amitié avec laquelle les Européens de Bruxelles sont reçus par les Européens grecs d'Athènes. Et la première chose que je dois faire, c'est de vous en remercier.

Je voudrais aussi remercier tout particulièrement Monsieur le Ministre STEPHANOPOULOS d'avoir fait l'effort d'être présent, alors qu'il est à peine revenu de voyage il y a, je crois, moins d'une heure. Je l'avais rencontré au Conseil d'Association de la Grèce et de la Communauté, vendredi après-midi, à Bruxelles; je savais qu'il avait encore un périple à faire. Je suis vraiment plein de gratitude, Monsieur le Ministre, pour l'effort que vous avez fait de venir ici vous-même présider cette séance et aussi pour les paroles si amicales que vous avez bien voulu m'adresser.

Je voudrais maintenant surtout, avant d'entrer dans le vif de mon sujet, vous dire combien je me réjouis de l'ouverture de ce séminaire interuniversitaire où, pendant une semaine, des professeurs de l'Université - spécialement des juristes et des économistes - et des étudiants vont confronter leurs opinions avec celles que peuvent leur apporter quelques représentants de nos Communautés de Bruxelles.

L'intérêt que les universités européennes portent à l'intégration va croissant, d'une façon extrêmement rapide. Non seulement dans nos pays, où les universités organisent maintenant des colloques et même créent des facultés ou des instituts juridiques et économiques spécialisés, mais aussi en dehors de nos pays, et je pense en particulier à l'effort extrêmement intéressant que font les juristes britanniques pour intéresser leur opinion aux problèmes communautaires, sans parler des universités américaines qui ont sur le développement de la Communauté Européenne une connaissance tellement approfondie que, chaque fois qu'on s'en rend compte, on est vraiment émerveillé.

Voici que vos deux grandes universités ont décidé maintenant d'organiser ce colloque dont je me permets de prophétiser dès à présent qu'il sera le premier, mais pas le seul, et que c'est le commencement d'un contact intellectuel approfondi entre vos juristes, vos économistes et ceux du Marché Commun.

Je m'en réjouis très vivement et je voudrais le dire d'abord aux universitaires eux-mêmes, ensuite aux étudiants qui sont venus nombreux, alors que je crois que c'est une période qui approche de la fin des cours et du début des examens et où, en conséquence, ils auraient bien des excuses d'être restés chez eux. Je voudrais aussi remercier d'une façon particulière, bien que son rôle soit modeste et les moyens matériels dont elle dispose très réduits, notre correspondante, Mademoiselle Catherine DOUCAS, qui, dirigeant ici le Centre d'Information sur les Communautés Européennes, a été l'une des chevilles ouvrières de cette rencontre.

Et maintenant, j'aborde mon sujet, et je vous demande tout de suite la permission de ne pas vous faire un discours officiel. Malgré la présence de tant de hautes autorités, je ne puis pas oublier que c'est ici un séminaire universitaire et que nous parlons par conséquent dans la liberté complète que donne toujours dans ces circonstances les colloques entre universitaires. C'est de cette manière que je vais, en conséquence, très librement, pendant un temps qui m'est du reste mesuré, m'efforcer de traiter mon sujet.

+
+ +

I

La première chose que je voudrais vous dire, c'est le contraste si étonnant que nous avons dans nos Communautés entre, d'une part, le désaccord profond entre nos gouvernements et, d'autre part, les progrès communautaires que ces mêmes gouvernements font dans le cadre de la Communauté.

Deux images pour commencer. Je prends la première dans le discours d'un de nos plus éminents ministres des affaires étrangères, Mr. LUNS, dont tout le monde connaît, non seulement le talent, mais également l'ironie. C'était à Paris, en décembre 1964, à la fin de la réunion du Conseil des Ministres de l'Organisation de Coopération et de Développement économique, l'OCDE, que Mr. LUNS avait présidé pendant deux jours. Au cours du dîner final, qui a lieu chaque année à l'hôtel Ritz, devant vingt ministres et quarante ambassadeurs, Mr. LUNS nous avait dit : "Messieurs, nous étions bien inquiets il y a quatre ans, quand nous avons créé notre organisation." Vous vous souvenez que l'O.C.D.E. a succédé, en 1960, à l'Organisation européenne de Coopération économique. "Nous étions bien inquiets, disait-il;

il y avait les Six, il y avait les Sept, l'Europe était très divisée et l'on se demandait où l'on allait aboutir. Or, maintenant, les Six sont complètement divisés, les Sept sont complètement divisés, et tout va très bien..."

Ce tableau de l'état de l'Europe actuelle, qui n'est pas complètement faux, avait vraiment fait rire pas mal de ses auditeurs.

Une autre image a une couleur exactement inversée. J'étais à Washington, il y a à peu près un an, avec mes amis MANSHOLT et MARJOLIN. Nous allions rendre visite au gouvernement américain comme nous le faisons assez souvent. Nous déjeunions chez Mr. Dean RUSK, et, dans la conversation, il nous dit : "J'ai reçu ce matin un groupe d'étudiants européens, et il m'est arrivé quelque chose de très curieux. Ils étaient une vingtaine et chacun d'eux venait se présenter en disant son nom et son pays. L'un d'entre eux, après avoir dit son nom, me dit : "I am European", je suis un Européen. Et alors Mr. Dean RUSK lui dit : "Oui, je comprends très bien, mais de quel pays ?", et alors l'étudiant répondit : "Non, je suis un Européen, j'appartiens au mouvement européen". Jamais ce garçon n'a voulu dire quel était son pays d'origine.

Et Mr. Dean RUSK de nous dire avec admiration : "Je ne savais pas que vous en étiez déjà si loin et que l'idéal européen représente déjà pour un jeune universitaire quelque chose qu'il puisse ainsi transporter à l'étranger".

Voilà deux aspects, l'un un peu négatif, l'autre tellement positif, de notre développement européen, c'est ainsi que les choses se produisent en ce moment.

+

+

+

Nous allons maintenant voir de plus près ce contraste. Nous constatons que nos six gouvernements (pour l'instant je ne parle que des Six, je parlerai ultérieurement des autres), ont de grands sujets de désaccord entre eux. Etant donné les moyens modernes de publicité, la télévision, les conférences de presse, même avec la meilleure volonté du monde, on ne peut pas ne pas s'apercevoir que nos gouvernements diffèrent d'opinion.

Ils diffèrent d'opinion sur l'élargissement de la Communauté, depuis qu'en 1963 nos négociations avec la Grande-Bretagne et d'autres pays ont été interrompues par suite d'un désaccord entre les Six.

Ils divergent sur l'union politique : il y a quatre ans qu'on essaye de constituer un commencement d'union politique entre nos six pays et, jusqu'à présent, on n'a pas réussi; on en est maintenant, non seulement à ne pas réussir à se mettre d'accord, mais même à ne pas parvenir à se réunir.

En troisième lieu, un désaccord s'est élevé plus récemment sur la défense nucléaire de l'Europe. L'Europe, doit-elle être défendue d'une façon autonome ? Cette défense nucléaire sera-t-elle nationale, formée de forces nationales juxtaposées ou doit-elle être une force intégrée ? Quelle sera la place de cette force dans l'Alliance atlantique ? Tous ces sujets séparent nos gouvernements.

Enfin une dernière question commence à poindre quelque peu, qui n'est pas sans lien avec les autres. Sur l'orientation même de la politique étrangère de la Communauté comme telle, il semble qu'il y ait maintenant entre nos gouvernements certains désaccords.

Quand on voit tout cela, quand on voit la publicité donnée à ces discussions et à ces désaccords, il y a des gens qui croient ou qui pourraient croire, notamment à l'extérieur, que les Européens sont gravement divisés, que leur entreprise est compromise, que l'intégration européenne va éventuellement s'arrêter et peut-être même s'effondrer. Or, avec les mêmes gouvernements - et sans eux nous ne pouvons rien faire, c'est de toute évidence de la coopération intime, quotidienne et permanente entre les gouvernements de nos six pays groupés dans le Conseil et notre Commission que le progrès de la Communauté a pu se faire et peut continuer - avec les mêmes gouvernements, dis-je, nous parvenons à un rythme de développement qui n'a pas été ralenti un jour par les contestations politiques dont je viens de vous parler. C'est un fait.

Dans ce progrès, la première chose s'est l'union douanière. En pleine année 1963, alors que nos gouvernements étaient dans tant de difficultés les uns avec les autres, six mois après l'interruption des négociations avec la Grande-Bretagne, nous avons fait l'accord avec eux en vue de la deuxième accélération de l'union douanière.

Nous sommes maintenant deux ans et demi ou trois ans en avance sur le calendrier du traité et l'on est en train de se mettre d'accord en ce moment sur l'idée que l'union douanière sera terminée en 1967 au lieu de se terminer à la fin de l'année 1969. C'est le premier pas.

Le second est l'union économique, ce sont les politiques économiques communes qui se poursuivent également avec une grande vitesse, pas toutes aussi facilement bien sûr. Mais ce qui est frappant, c'est que la plus difficile d'entre elles, la politique agricole, a fait le plus de progrès à l'intérieur des Six. Et qui dit politique agricole, je n'ai pas besoin de le dire à cet auditoire, signifie non seulement des problèmes

techniques difficiles, des problèmes économiques très importants, mais des problèmes sociaux, des problèmes humains, des problèmes politiques, et parfois des problèmes électoraux...

Par conséquent, la politique agricole est l'une des plus difficiles à faire et l'on avait prévu qu'elle ne serait faite que pour la fin de la période transitoire. Or elle fonctionne déjà; elle fonctionne largement dans l'ensemble et, malgré certaines difficultés, elle fonctionne bien; il ne reste plus qu'à décider cette année de son financement pour qu'elle ait à peu près sa forme complète.

+

+

+

Voilà donc nos politiques économiques mises au point avec nos gouvernement qui se mettent d'accord à l'unanimité dans notre Conseil.

Il y a plus, et on ne l'a peut-être pas suffisamment remarqué. Je voudrais ici attirer surtout l'attention de la partie de cet auditoire que les problèmes économiques intéressent plus spécialement.

Nous sommes entrés en 1964 dans la période où nous commençons à voir fonctionner une politique économique, non plus de nos six pays, mais une politique d'ensemble.

L'occasion a été la lutte contre l'inflation quand on a vu des tendances inflatoires naître dans différents pays de la Communauté, notre Commission et surtout mon ami MARJOLIN, qui a été le numéro un dans ce combat, ont pensé qu'il fallait maintenant faire en commun un effort pour lutter contre les tendances inflatoires.

Nous avons facilement convaincu nos ministres qui ont pris, en Conseil, des mesures communautaires énergiques et précisos. Ces mesures ont été appliquées.

Dans les détails nous en avons su quelque chose. Monsieur MARJOLIN avait dit aux ministres : "En 1964, par rapport à 1963, vous ne devez pas augmenter votre budget de plus de 5 %..." Les gouvernements ont accepté en principe et, dans l'ensemble, avec quelque marge, cette recommandation a été suivie. Cela a provoqué pour nous un très grand inconvénient. En effet, quand nous avons présenté à nos ministres le budget de la Commission - un budget en expansion, puisque nous sommes en pleine croissance - les ministres nous ont dit : "Mais, messieurs, on ne peut pas dépenser plus que 5 % par rapport à l'an dernier : c'est Monsieur MARJOLIN qui l'a défendu !"

Alors, nous avons eu avec Monsieur MARJOLIN des débats amicaux, mais enfin les choses ont été comme cela, c'est Monsieur MARJOLIN, bien sûr, qui, dans ces débats, avait raison.

+

+

+

Dois-je vous dire que, dans le domaine politique, nous avons fait un très sérieux progrès cette année, puisque nous avons vu nos gouvernements se mettre d'accord sur la fusion de nos Communautés.

On a d'abord décidé de fusionner les "Exécutifs" : la Commission du Marché Commun, la Haute Autorité du Charbon et de l'Acier et la Commission d'Euratom vont disparaître toutes les trois à la fin de l'année, et nous aurons une Commission européenne unique au début de l'année 1966.

Cette Commission unique sera chargée de préparer l'unification des trois traités. C'est un progrès politique considérable.

+

+

+

Si j'avais le temps, dans le secteur qui est plus particulièrement le mien, je vous ferais le tableau des progrès que nous avons fait dans nos relations extérieures. Malgré les désaccords gouvernementaux, nous avons conclu, en 1963 et 1964 la convention de Yaoundé avec les pays africains, le traité d'association avec la Turquie, des accords commerciaux avec l'Iran, avec l'Israël et avec le Liban. Nous sommes maintenant en négociations avec l'Autriche; nous avons commencé des pourparlers avec l'Espagne; sans parler d'autres pays comme le Maghreb, le Nigéria et l'Est africain. Enfin et peut-être principalement, nous sommes en plein, à Genève, dans la grande négociation du Kennedy Round.

+

+

+

Alors, vous voyez quand on fait le tableau du travail de Bruxelles, on n'a aucune raison d'être inquiet, ni d'être troublé par les discussions qui se produisent, et qui sont, il faut le dire franchement, la rançon normale de la liberté et de la démocratie. C'est bien le droit de nos gouvernements d'avoir des opinions différentes. Notre métier à nous, en notre qualité de Commission européenne, est de les consulter, de suggérer des solutions et de les faire aboutir.

Alors pourquoi a-t-on réussi à faire tant de progrès malgré ces discussions ? Je crois qu'il y a là deux raisons que je vais examiner maintenant.

La première c'est la valeur de nos institutions communautaires. Je ne parle pas des hommes, bien entendu; je parle des institutions.

Quand on a créé la Communauté, on a chargé un certain nombre d'hommes de s'occuper de faire marcher la Communauté, et on leur a défendu de s'occuper d'autre chose.

Personne ne peut mieux le savoir que moi-même. Quand j'ai été nommé membre de la Commission du Marché Commun, j'étais ministre des Affaires Economiques en Belgique; j'étais membre du Parlement Belge depuis 20 ans comme député; j'étais conseiller communal de Liège et j'étais avocat à la Cour d'Appel. J'ai dû démissionner du Gouvernement, du Parlement, du Conseil communal et du Barreau. Et en vertu du traité de Rome, je n'ai pas le droit de faire autre chose que de m'occuper de l'intégration européenne. Il en va de même pour notre Président, le Professeur HALLSTEIN, pour Monsieur MARJOLIN, pour mes collègues allemands, italiens, et pour tous les autres.

J'attire votre attention sur ce point, car c'est un problème que nous retrouverons dans notre association avec la Grèce. Il est très important que des gens soient chargés de faire marcher les choses et nul n'en est plus convaincu que moi, parce que j'ai été, pendant quatre ans, membre de notre Conseil des Ministres de Belgique. Or, dans notre association économique entre les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg, les choses allaient gentiment, mais l'on faisait très peu de progrès. Pourquoi ? Parce que personne n'était chargé de faire marcher cette union. Nous nous réunissions tous les mois avec nos collègues hollandais et luxembourgeois. On réglait amicalement les petits problèmes, mais l'on ne parvenait pas à résoudre les grands. Alors, on disait bien, après une journée de discussions : "Eh bien, on se reverra le mois prochain,

et nous allons réfléchir...". Le mois suivant, c'était la même chose; les problèmes étaient les mêmes. Personne n'avait été chargé de proposer des discussions. Personne ne proposait, comme nous faisons tous les jours, des solutions d'ensemble. Personne ne projetait sur l'avenir de Benelux ce que devait être son sort dans quelques années. C'est une différence fondamentale avec les Communautés. Les auteurs du traité de Rome ont pu tirer enseignement à la fois des succès et des insuffisances de Benelux.

Je crois que nos institutions sont pour quelque chose dans ces rapides progrès.

La seconde raison que j'énonce en terminant, c'est de toute évidence la volonté des Européens. Les Européens veulent l'intégration et quand on dit les Européens, ce ne sont pas seulement les Européens des Six, pas seulement les amis Grecs rassemblés ici dans cette salle. Même en dehors de notre Communauté, combien n'est-il pas frappant de voir l'écho que ce développement européen, que cette unification de notre continent, rencontre dans l'opinion publique ? Il y a quinze jours j'en ai fait l'expérience dans un pays neutre, à Lausanne, comme deux mois auparavant dans un autre pays ami, à Copenhague.

+

+

+

Voilà, Mesdames et Messieurs, un premier tableau de l'état de l'Europe et de la Communauté. Vous voyez que je n'ai aucune raison de m'inquiéter de nos futurs développements. Maintenant, ces développements ne sont pas faciles. Nous avons quelques batailles à livrer. Nous devons faire décider l'achèvement de l'union douanière en 1967. Nous devons tâcher de faire passer nos propositions sur le financement de la Communauté et

et l'augmentation des pouvoirs du Parlement Européen. Nous ferons cela, j'imagine, dans les prochains mois. Peut-être pas d'ici au 30 juin, mais je ne serais pas étonné si, dans la seconde partie de l'année, on voyait les idées se clarifier beaucoup.

Certains nous disent : "Vous en demandez trop." Cela me rappelle les débats de 1960 sur l'accélération du rythme du Marché Commun : tous les gouvernements ont été contre. Et après quelques mois d'étude, de discussions en commun, tout le monde a fini par trouver que c'était raisonnable, et l'on a voté unanimement l'accélération.

Je serais bien étonné si le sort de nos propositions quant au financement de la Communauté n'était pas du même genre, si l'on ne s'apercevait pas qu'il est inévitable que nos recettes agricoles deviennent communautaires et qu'il est dès lors inévitable, sous peine de créer de grands désordres et déséquilibres, que les autres recettes deviennent communautaires aussi. Et quand nous aurons mis à l'intérieur de la Communauté tant de responsabilités et tant de pouvoirs, il sera logique et nécessaire que le contrôle parlementaire soit élargi et qu'en conséquence notre Parlement de Strasbourg ait des pouvoirs plus grands.

Cela paraît peut-être très audacieux au départ, mais je serais très étonné si, d'ici à la fin de l'année, on ne parvenait pas à se mettre d'accord là-dessus.

Il y aura alors à faire la fusion des Communautés. Voilà bien du travail pour les deux ou trois années que nous avons devant nous.

+

+

+

II

Le second chapitre, c'est celui de l'élargissement de la Communauté.

Notre Communauté a donc été arrêtée dans son élargissement, en 1963, par les désaccords entre nos gouvernements. L'Angleterre se voit, à ce moment-là, interdire - ou interrompre en tout cas - sa négociation. Les autres pays, en conséquence, attendent, et l'on s'installe dans une période difficile.

Alors on se demande : quand va-t-on recommencer ? Eh bien, est-ce que je puis dire que le climat s'est, depuis lors, fortement amélioré ? Non pas que je crois que nous soyons à la veille de la reprise de ces négociations; je ne suis pas convaincu qu'à Londres on soit dès à présent prêt à présenter une nouvelle demande d'adhésion, et je ne suis pas convaincu davantage qu'une telle demande actuellement trouverait l'unanimité de nos Etats-membres. Mais incontestablement beaucoup de rapprochement s'est fait depuis lors. On s'est beaucoup mieux compris entre notre organisation et l'organisation voisine, qui est l'Association européenne de libre-échange, entre le Gouvernement britannique et nous-mêmes. Nous avons, depuis six mois, échangé beaucoup de visites et de contacts. L'atmosphère est en train de s'améliorer, et sur un point en tout cas notre négociation a recommencée : c'est la négociation avec l'Autriche. Si nous n'avons pas trop de malchance, soit d'un côté, soit de l'autre, nous pourrions terminer cette négociation en 1966, l'an prochain.

Cet accord sera plein d'intérêt, car si même l'Autriche est, j'en conviens volontiers, un cas très particulier - et les Autrichiens eux-mêmes le pensent - cependant, la négociation autrichienne est pour nous un essai de réconcilier deux

idées : l'idée de la liberté de nos partenaires avec l'idée d'un minimum d'harmonisation.

Nos partenaires, et notamment dans ce cas puisqu'ils sont neutres, désirent conserver leur liberté politique. Quant à nous, nous croyons que le traité de Rome est fondé non seulement sur la libre circulation des marchandises, mais aussi sur une idée d'intégration économique, et qu'en conséquence il faut, entre les Autrichiens et nous, un minimum de politique commune.

Y aura-t-il moyen de réconcilier ces deux idées ? Les conversations que nous avons eues depuis des mois nous ont donné là-dessus une opinion optimiste; prudente, mais optimiste. Il me semble que nous avons des raisons sages de penser que nous pourrions ainsi, dans le courant de l'année prochaine, réussir. Ce serait, je pense, un assez grand ébranlement après l'interruption que nous avons connue depuis 1963.

En tout cas pour nous, Commission du Marché Commun, il est évident, aujourd'hui comme au premier jour, comme il est dit dans le traité de Rome, que même si les Six que nous sommes sont une partie très importante de l'Europe, nous ne sommes pas toute l'Europe; nous ne prétendons pas être toute l'Europe; nous n'avons jamais prétendu être toute l'Europe. Et nous pensons au contraire que, par des étapes successives, nous devons aboutir à notre unification.

Les premiers qui ont compris cela, c'est vous autres, qui en 1959 déjà, quand personne ne savait très bien comment les choses allaient tourner, avez pris la responsabilité politique de commencer une négociation d'association entre la Grèce et le Marché Commun.

Mais rappelons-nous que la Suisse, qui compte vingt-deux cantons, a commencé par une fédération de trois; les Etats-Unis,

qui sont cinquante et un Etats, ont commencé par être douze. Il n'est écrit nulle part que l'Europe doit s'unifier d'un seul coup. Il est au contraire conforme à la fois au précédent, à l'histoire et à la diversité du continent qu'elle doive s'unifier progressivement.

Si j'en avais le temps, je vous parlerais de l'union politique sur laquelle on s'est tant querellé. Je vous citerai simplement le mot de Monsieur LUNS, lorsqu'en 1961 on se trouvait au début des projets d'union politique.

Le Président de la République française avait pris l'initiative de ce mouvement. Il avait invité les Gouvernements à Paris. A l'Elysée on avait passé une journée dans une atmosphère très amicale. Il semblait à ce moment là qu'avec un peu d'optimisme l'on pourrait peut-être se mettre d'accord. Seul le ministre hollandais faisait beaucoup de difficultés, et alors, à la fin de la journée, le Président de la République française, se tournant vers Monsieur LUNS, lui demandait gentiment : "Mais, Monsieur le Ministre, vous voyez que vous êtes le seul de votre avis. Est-ce que vous ne pourriez pas mettre un peu d'eau dans votre vin ?" Et Monsieur LUNS de répondre : "Monsieur le Président, le vin de Hollande est beaucoup trop mauvais pour qu'on puisse risquer de mettre de l'eau dedans..."

Ce fut le début. Depuis lors, les choses ont évolué. Je n'en ferai pas l'histoire ici. Disons simplement que, dans les derniers temps, de grands efforts ont été faits pour trouver un terrain plus commun entre les conceptions françaises, d'une part, et celles des autres partenaires, d'autre part. Et il y a maintenant plusieurs propositions. Il y en a du Gouvernement allemand, il y en avait de Monsieur le Président SARAGAT quand il était encore ministre des affaires étrangères, il y a quelques mois, et n'était pas encore Président de la République italienne.

Tout ceci devrait aboutir à ce que, dans les temps prochains, on recommence à six la conversation et que, ces conversations une fois reprises, on arrive, si non à un accord définitif - c'est-à-dire beaucoup demandé - disons un commencement d'accord.

Et à cet égard je voudrais vous parler de l'indépendance de l'Europe, puisque c'est en partie de cela qu'il s'agit. Je voudrais vous dire combien nous sommes convaincus dans notre maison, à Bruxelles, que les problèmes sont mal posés en ce qui concerne l'indépendance de l'Europe, et qu'il n'est pas vrai de dire qu'il y a en Europe que deux espèces d'Européens : ceux qui sont les ennemis des Américains et ceux qui sont les domestiques des Américains.

Cette approche est pour nous complètement incompréhensible. Ce sont des simplifications qui ne répondent pas à la réalité. Nous pensons d'abord que l'Europe unie a le devoir, comme elle a le droit, d'être indépendante. Et ceux qui ont fait cet immense effort communautaire depuis 15 ans, sans parler de ceux qui ont commencé avant, ont toujours pensé que l'Europe devrait être indépendante.

Elle en a la force. Quand vous regardez la force de nos six pays, sans parler des autres qui les entourent, nous ne sommes pas, ni au point de vue industriel, ni au point de vue financier, aussi puissants que les Etats-Unis, mais au point de vue commercial nous sommes leurs égaux, pour ne pas dire presque au-dessus. L'ensemble des échanges extérieurs de la Communauté Economique Européenne est, en valeur et en volume, aussi important que l'ensemble des échanges des Etats-Unis d'Amérique, et c'est vous dire qu'en conséquence, quand nous parlons avec les Américains dans nos négociations du Kennedy Round, nous parlons d'égal à égal.

Nous avons toujours pensé que l'Europe devait être indépendante, qu'elle devait être politiquement unie; c'était l'opinion de Robert SCHUMAN; c'était l'opinion quand nous avons négocié et bâti la Communauté Européenne de Défense et l'Union Politique Européenne qui y était accrochée, et vraiment ce ne sont pas ceux qui ont empêché ce projet d'aboutir qui auraient le droit de nous dire que nous voulons être les domestiques de qui que ce soit.

Mais ce que nous pensons, c'est que cette Europe indépendante ne peut pas résoudre ses problèmes contre les Américains. Nous devons résoudre nos problèmes avec les Américains.

Et ici l'opinion que je vous exprime est une opinion qui pour nous a, comme disent les juristes, "date certaine", car c'est le 1er mars 1959, tout au début de la Communauté, que nous avons, comme Commission, publié notre premier mémorandum disant qu'il nous semblait que le monde libre ne pourrait se développer harmonieusement que par la collaboration constante entre les trois plus grands responsables du monde libre : les Américains, le Commonwealth britannique et la Communauté Economique Européenne.

Cette opinion que nous avons en 1959, nous l'avons encore aujourd'hui.

Quand nous regardons les relations que nous avons avec les Américains, il y a de grands problèmes. Nous différons d'avis avec eux, pour le moment, sur les problèmes monétaires.

Nous avons quelques dissentiments, mais ils ne sont pas très importants, je crois, sur les problèmes industriels et notamment sur les investissements américains en Europe.

Nous avons des problèmes plus difficiles dans le domaine des échanges et notamment des échanges agricoles avec les Etats-Unis. Et nous avons avec eux une grande controverse sur la politique de développement, puisque nous croyons, nous, au mérite et à l'utilité des politiques de développement régional et que nos amis de Washington ont au contraire une préférence pour une approche mondiale.

Ce sont là de grands débats que nous avons avec nos amis de Washington, mais il n'y a pas un seul de ces problèmes que nous pourrions résoudre contre eux. Nous pouvons, eux et nous ensemble, les résoudre. C'est pourquoi nous pensons que l'idée d'un "partnership", l'idée d'une association entre partenaires égaux, et je souligne égaux, entre les Américains et l'Europe, qui a été lancée il y a plusieurs années et a reçu cette forme prestigieuse dans le discours du Président KENNEDY, le Jour de l'Indépendance à Philadelphia, en juillet 1962, cette idée est aussi nécessaire que jamais. Et elle sera, nous en sommes convaincus, la politique de l'avenir.

Seulement, il est clair que, si l'Europe veut être à la dimension des Etats-Unis, ce doit être une Europe Unie, une Europe intégrée. Ce ne sont pas nos pays séparés qui pourraient - faut-il le dire ? - aussi importants, aussi glorieux soient-ils, être à l'échelle de ce que sont maintenant les grandes puissances mondiales.

+

+

+

III

Mesdames, Messieurs, avant de conclure cette vue générale de nos problèmes, vous attendez sûrement que je dise quelque chose de l'association entre la Grèce et la Communauté.

Nous l'avons signée ici, dans un décor magnifique, le 11 juillet 1961, et j'entends encore, après le discours des ministres helléniques, mon président, le Professeur HALLSTEIN, faire à tout le monde la surprise de prononcer son allocution en grec moderne et de parler de la "koini agora", comme si c'était quelque chose qu'il connaissait depuis toujours.

Deux ans ont passé depuis lors. On a ratifié l'accord, qui est en vigueur depuis deux ans, et alors les difficultés de la vie commune ont commencé. Nous en avons de deux espèces, les vôtres et les nôtres.

Vos difficultés sont avant tout, me semble-t-il, une certaine impatience. On voudrait bien que cet accord donne des résultats plus tangibles. On voudrait bien que les choses se développent plus rapidement qu'elles se sont développées jusqu'à présent.

Moi, j'ai toujours dit à mes amis grecs qu'ils ne doivent pas s'étonner, que cela se passera comme dans le Benelux. Quand nous avons mis en route notre Union Benelux, pendant les deux ou trois premières années, on n'a pas vu de progrès. On a même entendu de grandes protestations en Belgique, où certains de mes compatriotes croyaient que cet accord était défavorable à l'économie belge. Ce n'est qu'au bout de quelques années qu'une union douanière produit les résultats qu'on en attend. Et alors ce développement considérable de notre économie beneluxienne est maintenant salué par tout le monde comme un très grand succès.

Que la première année de votre association ne vous ait pas donné des bénéfices visibles dans votre développement économique ne me surprend pas. Déjà la seconde est meilleure, votre gouvernement va publier ces jours-ci le second rapport de notre Conseil d'Association, rapport qui vient d'être approuvé à Bruxelles par le Conseil, sous la présidence de Monsieur le

Ministre STEPHANOPOULOS, et vous verrez dans ce rapport que la seconde année est nettement meilleure que la première. On s'aperçoit, comme nous l'avions espéré et dans une certaine mesure prévu, que les échanges et notamment les exportations de la Grèce vers le Marché Commun ont augmenté de 25 % dans la seconde année par rapport à la première, alors que, dans le même temps, vos ventes aux autres pays étaient stagnantes, et même très légèrement en recul.

C'est-à-dire que les premiers résultats de l'intégration commencent à se faire sentir et qu'en conséquence, de ce côté là, il y a des raisons de penser que les difficultés finiront par vous apparaître moins grandes que vous les aviez vues tout d'abord.

Un de mes amis m'a dit : "Mais les Grecs sont impatients, parce que ce sont des Méditerranées..." Je croyais moi, que c'était vous qui nous aviez appris la sagesse et la patience.

Quand on se promène ici, qu'on voit les vieilles pierres et qu'on voit que la philosophie est née ici même, quand on se rappelle que ce que nous savons de la sagesse, c'est la Grèce qui nous l'a enseignée, nous sommes un peu surpris que la sagesse antique soit devenue impatiente... Je crois tout de même que vous avez raison. On ne fait rien sans un peu d'impatience. Et comme nos ministres disent tout le temps à notre Commission que nous sommes des impatients, je me demande, au nom de quoi je vous ferais une leçon quelconque, et certainement pas au nom de notre exemple, si vous êtes aussi impatients...

Du côté de notre Communauté, nous avons aussi des difficultés, et si peut-être certains d'entre nous ont eu tendance à les exagérer un peu, c'est un fait que la construction agricole est une affaire extrêmement difficile. Elle a demandé une somme énorme de réunions, de papiers et de travaux, et que je ne m'étonne pas, sans pouvoir l'accepter complètement, que la

Communauté ait un peu plus pensé à sa propre construction, et qu'elle ait laissé un peu de côté les problèmes des autres, y compris ceux de ses plus proches associés.

Je ne vous donne pas cela comme une justification, mais comme un fait et, dès lors, c'est précisément à cela que doivent servir nos réunions de Bruxelles : à nous rendre davantage conscients de nos problèmes communs et d'y chercher des solutions.

Nous avons fait un pas en avant vendredi dernier, et vraiment je m'en réjouis beaucoup. Je crois qu'en conséquence il ne faut pas nous inquiéter; il faut peut-être nous impatienter un peu, mais pas nous inquiéter sur le sort de cette association. Elle donnera ce qu'elle doit donner, mais à une condition, c'est que la Communauté, et c'est à nous que je pense maintenant, soit bien consciente que la Grèce ne s'est pas associée à une entité figée, immobile, mais à un corps vivant, en plein développement.

Notre Communauté va d'une façon constante se développer, et c'est avec cette Communauté en développement que la Grèce s'est associée. Dès lors, ce n'est pas en feuilletant dans le détail le texte juridique de notre traité de 1961 que nous trouverons la solution de tous nos problèmes. C'est plutôt dans une approche politique, dans laquelle notre Communauté doit s'efforcer de faire bénéficier de son propre développement ce cher pays européen qui a été le premier à s'associer avec nous.

Maintenant, je voudrais conclure, en m'adressant plus particulièrement aux étudiants de cet auditoire et en leur disant : "Dans quelle espèce de monde commencez-vous votre vie ?"

Si l'on peut donner une réponse, c'est peut-être un peu par comparaison.

Je suis entré à l'Université de Liège en 1920; j'ai terminé mes études en 1926. J'avais vécu sous l'occupation allemande pendant la première guerre, à Liège. Après un an passé en Angleterre, et me voilà lancé dans la vie en 1926 comme jeune avocat, puis bientôt dans la vie publique. Dans cette période si difficile, nous sortions d'une première guerre, et nous allions bientôt voir la fièvre nationaliste reprendre nos Etats, et se préparer la seconde guerre.

Est-ce que vous allez commencer dans le même climat maintenant que vous entrez, vous, dans la vie ? Je ne le crois pas.

Je crois qu'il y a quelque chose de nouveau. Ce quelque chose de nouveau, c'est d'abord que nous avons tous compris que nous avons, nous Européens, allumé deux guerres mondiales. Qui est-ce qui a incendié la planète ? Ce ne sont pas les Américains, ce ne sont pas les Russes (du moins pour ces derniers au cours de la dernière guerre). Ce ne sont pas tout d'abord les Japonais. Ce ne sont pas les Chinois. C'est en Europe que la première et la seconde guerre mondiale sont nées; l'une et l'autre du heurt des nationalismes européens.

Et ce serait déjà une raison suffisante pour ne pas vouloir recommencer.

En second lieu, quand nous sommes sortis de la première guerre, l'Europe restait le centre du monde. Toutes les décisions importantes étaient prises ou à Londres, ou à Paris, ou à Berlin, ou à Rome. Washington était hors de jeu, puisque les Américains avaient décidé de rester neutres et de ne pas ratifier le traité de Versailles. Et la Russie était au fond de sa révolution et ne prenait aux affaires internationales qu'une part véritablement inexistante.

Après la première guerre mondiale, tout était encore décidé en Europe. Après la seconde, quand nous sommes sortis de nos batailles, ou des camps de captivité, ou de l'occupation, plus rien d'important n'était décidé en Europe. Les décisions étaient prises à Washington ou à Moscou. Et moi, je me souviens, en revenant à Liège après cinq ans de captivité, en mai 1945, il y a juste vingt ans ces jours-ci, reprenant mes activités, rentrant au Parlement, d'avoir eu ce sentiment physique de ce changement du monde, alors que nos capitales européennes étaient ou disparues, comme Berlin, ou détruites en partie comme Londres, ou affaiblies comme Paris ou Rome, je me souviens d'avoir pensé que quelque chose devait se passer en Europe, si nous voulions survivre. C'est alors qu'est née cette conscience européenne que nous n'avions peut-être pas autant après la première guerre, alors que nous pensions à la Société des Nations. En 1945, nous avons pris conscience de ce que les Européens pourraient faire ensemble, s'ils se décidaient à s'unir.

L'homme qui le premier l'a dit, c'est CHURCHILL, en 1946, dans le célèbre discours qu'on a publié et relu avec émotion, il y a quelques mois, lors de sa mort. Dans ce discours de septembre 1946, avant SCHUMAN, avant Jean MONNET, avant ADENAUER, à une époque où il n'y a même pas de Gouvernement allemand à Bonn, CHURCHILL, prophétique, nous disait : "Il est temps, pour vous Européens, de vous unir, si vous voulez que la civilisation européenne, votre glorieuse civilisation, soit encore quelque chose." Et il ajoutait : "Je vais vous étonner, mais il faut commencer par une association entre la France et l'Allemagne."

Et de là sont nées toutes ces institutions. Si je vous ai beaucoup parlé de la Communauté Européenne, comment ne pas rendre hommage aux autres qui nous ont précédés à l'O.E.C.D. à Paris, en 1948; au Conseil de l'Europe en 1949, qui a allumé

tant de lumière et qui représente encore, au sein de l'Europe à Strasbourg, tant de valeur et tant d'espérance politique.

Après quoi, nous avons pris des chemins plus rapides et nous voici maintenant en plein élan communautaire.

Eh bien, je dis ceci aux étudiants : je suis profondément convaincu que vous entrez dans un monde différent du nôtre. Et que même que, nous autres, nous avons appris sur les bancs de l'école que le XVème siècle était le siècle de l'unification de la France, que le XIXème était celui de l'unification de l'Allemagne d'abord et de l'Italie ensuite, vos enfants - car vous, vous le savez déjà - vos enfants apprendront dans les lycées et dans les collèges que la deuxième moitié du XXème siècle a été celle de l'unification du continent européen.

Vifs applaudissements.

-:-:-:-:-